

(N° 41.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1920.

Projet de loi

relatif à la taxe spéciale sur les spectacles ou divertissements publics

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Parmi les ressources nouvelles qui furent demandées au pays à l'occasion de la réorganisation militaire de 1913, figurait notamment la taxe sur les spectacles cinématographiques qui fut inspirée par la vogue exceptionnelle de ces spectacles.

Cette taxe fut fixée par la loi du 5 septembre 1913, à un pourcentage progressif du montant des recettes; en outre, les provinces et les communes furent autorisées à établir des additionnels pouvant s'élever respectivement à 25 et à 75 p. c. de la taxe.

Au cours de l'occupation, tandis que la plupart des Belges pleuraient leurs morts, souffraient de l'oppression ennemie et prélevaient même sur leur nécessaire de quoi contribuer aux nombreuses œuvres de solidarité sociale qui resteront une des plus nobles manifestations d'altruisme, d'aucuns consacraient une notable partie de leur ressources aux plaisirs, parfois les plus vulgaires, tels que les courses de chiens et d'autres exhibitions de ce genre.

Cette pénible situation, qui froissait les cœurs patriotes, suggéra l'extension de la taxe précitée à tous les spectacles et divertissements publics, dès qu'il fut reconnu que la création de ressources était inévitable pour assurer le fonctionnement des services de l'État.

A cette occasion, la taxe a été portée à 10 % du montant brut des recettes quelconques, sauf déduction des sommes abandonnées à des œuvres philanthropiques. Toutefois, la taxe a été fixée respectivement à quatre, six ou huit francs par jour quand les recettes effectuées pendant la moitié d'un mois étaient en moyenne inférieures à soixante, à quatre-vingts ou à cent

francs par jour de spectacle ou de divertissement. Ont été exemptés, les organisateurs dont les recettes n'atteignaient pas quarante francs par jour.

Afin d'éviter aux provinces et aux communes l'obligation de solliciter du pouvoir occupant l'établissement d'additionnels à la taxe ainsi généralisée, il leur fut accordé d'office respectivement un huitième et trois huitièmes de la taxe, ce qui correspondait aux 25 et 75 p. c. d'additionnels fixés comme maximum, par le législateur en 1913.

Les perceptions effectuées dans ce sens, en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 avril 1916, ayant été validées et rendues applicables pendant l'année 1919 et le premier trimestre de 1920 (art. de la loi transitoire des finances du 28 décembre 1918, art. 1^{er} de la loi budgétaire du 24 octobre dernier et art. 2 de la loi du 31 décembre suivant), la taxe est encore perçue sous l'empire de ces dispositions.

Le sentiment national commande de faire disparaître ce dernier vestige fiscal de l'occupation ennemie. Cependant, il ne peut être question de supprimer une taxe qui fonctionne sans difficultés depuis près de quatre ans et à laquelle le public est habitué. La mesure serait d'autant moins opportune que le Trésor a d'impérieux besoins. D'ailleurs, dans d'autres pays, la taxe atteint aussi tous les spectacles et elle est d'un rendement beaucoup plus élevé qu'en Belgique; ainsi son produit s'élève à 112 millions de francs en Angleterre, alors qu'il n'est ici que d'environ deux millions et demi.

La diminution de la valeur de l'argent; d'autre part la vogue de plus en plus grandissante des « cinémas », qui n'ont relativement que peu de frais comparativement aux théâtres; enfin, la multiplicité des établissements spéciaux de danses et d'autres attractions, où des consommations coûteuses, plutôt que le prix d'entrée, sont l'indice d'une clientèle fortunée, justifie l'augmentation de la taxe.

Ces diverses considérations ont inspiré le projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à la Législature : ce projet constitue une codification des dispositions sur la matière.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier pose le principe de la débite de la taxe et consacre sa généralisation à tous les spectacles ou divertissements publics. Cette expression doit s'entendre dans le sens le plus étendu; elle s'applique notamment aux cinématographes, dioramas, panoramas, phonographes, orchestrons, pianos mécaniques, musées de cire, expositions, concours, matches, courses ou joutes de toute espèce, ainsi qu'aux représentations, concerts, attractions, exhibitions, bals, jeux et autres amusements organisés dans les théâtres, music-halls, casinos, cirques, installations foraines, débits de boissons, restaurants ou tous autres lieux de réunion publique.

En principe, la taxe est due par tout organisateur d'un spectacle ou divertissement public quelconque; peu importe que celui-ci soit donné dans un local fermé ou en plein air, pourvu qu'il procure une recette, base de la taxe. L'impôt n'est donc pas applicable aux spectacles ou divertissements privés, organisés par des particuliers ou des cercles ou sociétés d'agrément

— alors même que les membres paieraient une cotisation annuelle ou autre pour jouir d'un certain nombre de spectacles si les représentations ou récréations sont à l'usage exclusif des membres ou sont gratuites pour les invités; par contre, le paiement d'un droit d'entrée impliquerait que ces représentations ou récréations sont accessibles au public et rendrait la taxe exigible.

Ces distinctions sont à observer également pour les spectacles ou divertissements offerts à titre privé, dans les collèges, pensionnats, patronages ou autres établissements similaires

La taxe est basée sur le montant brut des recettes de toute nature. Ainsi que l'a fait remarquer en 1913, M. de Liedekerke, rapporteur de la Section centrale (1), les recettes comprennent :

- 1° Les billets d'entrée dans leur sens le plus large;
- 2° L'augmentation manifeste des consommations;
- 3° La vente des programmes;
- 4° Toute autre espèce de recette directe ou indirecte que l'ingéniosité de l'organisateur pourrait imaginer.

Telle sera encore la notion des recettes taxables. Toutefois, en ce qui concerne le n° 2 ci-dessus, une modification est nécessaire. La détermination de l'augmentation manifeste du prix des consommations, c'est-à-dire de la différence entre les prix exigés et les prix *normaux* dans des débits ordinaires, entraîne, en effet, des complications et des contestations fréquentes.

Pour mettre un terme à ces difficultés, l'article premier du projet comprend, dans les recettes assujetties à l'impôt, la *totalité* du produit de la vente des consommations (boissons, comestibles, tabacs et autres fournitures quelconques) dans les locaux mêmes où sont donnés les spectacles ou divertissements. Un régime analogue existe en France.

La taxe sera déduite du montant des recettes pour en faciliter la récupération sur le public : en général, elle ne sera donc basée au taux de 15 p. c. que sur les 100/115 des recettes. Exemple : 1,150 francs seront taxés à concurrence de 1000 francs la taxe étant de 150 francs. En d'autres termes, les tickets d'entrée de fr. 1.15 ne supporteront qu'un impôt de 15 centimes sur 1 franc.

Pour les raisons déjà exposées, le taux de la taxe sera de 20 p. c. en ce qui concerne les spectacles ou divertissements comportant, même à titre accessoire, des projections cinématographiques et de 25 p. c. s'ils comprennent des parties de danse.

En ces cas, la taxe, à raison de sa déduction, ne s'appliquera qu'aux 100/120 ou 100/125 des recettes.

ART. 2.

Le § 1 de l'article 2 consacre l'exemption de la taxe lorsque les recettes sont inférieures à 50 francs par jour.

(1) Séance du 30 juillet 1913, Doc. parl. n° 343.

Quant au § 2, il reproduit le § 2 de l'article premier de la loi budgétaire du 24 octobre dernier, qui permet au Ministre des Finances d'accorder remise ou modération de la taxe aux entreprises ayant un but philanthropique, artistique, littéraire ou d'utilité publique.

ART. 3.

Cette disposition est une mise au point de l'article 3 de la loi du 3 septembre 1913, qui n'a présenté aucune difficulté d'application.

Toutefois, pour mieux assurer la surveillance et éviter la fraude, on propose d'exiger une déclaration préalablement à tout spectacle ou divertissement public et de prescrire formellement la délivrance de tickets, cartes ou billets, pour chaque catégorie de recettes.

ART. 4.

Régler le paiement de la taxe de manière à sauvegarder autant que possible les droits du Trésor, tel est le but du § 1 de l'article 4.

La responsabilité de l'occupant édictée par le § 2 de cet article est nécessaire pour assurer le recouvrement de l'impôt, notamment quand il s'agit de spectacles ou divertissements organisés par des troupes en tournée.

ART. 5.

Les mesures de surveillance et de contrôle prévues dans cette disposition sont celles que prescrivait l'article 7 de la loi du 3 septembre 1913. On s'est borné à exiger en plus le contrôle de l'encaisse au cours du spectacle ou du divertissement, afin de pouvoir, dans certains cas, établir le montant des recettes soustraites à l'application de la taxe.

ART. 6.

L'article 6 modifie l'article 8 de la loi du 3 septembre 1913 de telle manière qu'en cas de fraude ou d'omission de nature à léser les droits du Trésor, la taxe sera égale au quintuple de l'impôt éludé, mais aucune amende ne sera due. Une disposition analogue est également appliquée en France.

Le maximum de l'amende est porté de 1,000 à 2,000 francs pour pouvoir réprimer les infractions eu égard à leur gravité, quand il s'agit de refus de visite ou de contravention aux mesures de contrôle.

ART. 7.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par le projet, l'article 7 rend applicables certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1919. (Cotisation d'office, intérêts dus pour retard de paiement, recouvrement, poursuites, réclamations et recours, privilège, hypothèque légale et garantie, rappel de droits, remise pour frais de perception des revenus provinciaux et communaux, devoirs de discrétion, faux et usage de faux, etc.).

L'article 79 de ladite loi est déjà conçu dans ce sens.

ART. 8.

Cet article attribue aux provinces et aux communes respectivement un dixième et trois dixièmes du produit de la taxe, ce qui, étant donné les nouveaux taux, leur assurera une augmentation de ressources.

En revanche, sont interdites toutes autres impositions provinciales ou communales sur les spectacles ou divertissements publics.

Toutefois, dans un but de moralité publique, des impositions spéciales continueront à être autorisées à charge des exploitants de bals ou d'autres spectacles ou divertissements donnés dans les locaux mêmes où sont débitées des consommations. Mais ces taxes seront éventuellement fixées en tenant compte des parts prévues ci-dessus.

ART. 9.

L'article 9 abroge toutes dispositions actuellement en vigueur relativement à la taxe sur les spectacles ou divertissements publics.

ART. 10.

Cet article fixe l'application des dispositions nouvelles au 1^{er} du mois qui suivra la publication de la loi.

*
* *

La taxe sur les spectacles et divertissements publics sera pour l'État, de même que pour les provinces et les communes, la source d'importantes recettes prélevées sur le plaisir ou l'agrément.

Aussi, le Gouvernement ne doute pas que les Chambres réserveront à ce projet un accueil favorable.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
LÉON DELACROIX.



PROJET DE LOI

relatif à la taxe spéciale sur les spectacles ou divertissements publics.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

§ 1. — Quiconque organise, habituellement ou occasionnellement, des spectacles ou divertissements publics est assujéti à une taxe spéciale de quinze pour cent sur le montant brut des recettes quelconques, y compris notamment le produit intégral de la vente des consommations.

Seule, ladite taxe est défalquée pour établir le montant des recettes imposables.

§ 2. — Le taux de la taxe est fixé à vingt pour cent en ce qui concerne les spectacles ou divertissements comportant, même à titre accessoire, des projections cinématographiques à

ONTWERP VAN WET

betreffende de bijzondere taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen Naam door Onzen Minister van Financiën aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

EERSTE ARTIKEL.

§ 1. — Alwie doorgaans of toevallig openbare vertooningen of vermakelijkheden inricht, is onderworpen aan eene bijzondere taxe van vijftien ten honderd op het ruw bedrag der ontvangsten van welken aard ook, met inbegrip namelijk van de algeheele opbrengst van den verkoop der consummaties.

Enkel wordt gemelde taxe afgetrokken om het bedrag der belastbare ontvangsten vast te stellen.

§ 2. — Het percent der taxe wordt op twintig ten honderd vastgesteld wat betreft de vertooningen of vermakelijkheden welke, zelfs ten bijkomenden titel, kinematographische lichtbeelden

vingt-cinq pour cent, s'ils comprennent des parties de danse.

ART. 2.

§ 1. — Aucune taxe n'est due pour les jours où le montant des recettes est inférieur à cinquante francs.

§ 2. — Remise ou modération de la taxe peut être accordée par le Ministre des Finances si l'organisateur établit que le produit des recettes, sous la seule déduction des frais normaux, a été versé à des œuvres philanthropiques ou d'un caractère artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique.

ART. 3.

§ 1. — L'organisateur des spectacles ou divertissements publics doit en faire la déclaration au receveur des contributions du ressort l'avant-veille au plus tard; en ce qui concerne les spectacles ou divertissements permanents, cette déclaration peut être rendue valable jusqu'à révocation.

§ 2. — Des tickets, cartes ou billets indiquant les prix payés doivent être délivrés pour chaque catégorie de recettes.

§ 3. — Journellement l'organisateur inscrit dans un registre le montant des recettes par catégorie et le dernier numéro des tickets, cartes ou billets délivrés pour chaque série.

§ 4. — Les modèles de la déclaration, du registre et des tickets, cartes ou billets sont approuvés par le Ministre des Finances.

begrijpen en op vijf-en-twintig ten honderd wanneer daarbij danspartijen gehouden worden.

ART. 2.

§ 1. — Geen taxe is verschuldigd voor de dagen waarop het bedrag der ontvangsten beneden vijftig frank is.

§ 2. — Kwijtschelding of matiging der taxe mag door den Minister van Financiën verleend worden als de inrichter bewijst, dat de opbrengst der ontvangst, onder aftrek enkel der normale onkosten, gestort werd aan menschlievende werken of werken hebbende een karakter van kunst, letterkunde, wetenschap of openbaar nut.

ART. 3.

§ 1. — De inrichter van openbare vertooningen of vermakelijkheden moet den ontvanger der belastingen van het gebied aangifte daarvan doen uiterlijk den vóórlaatstén dag, wat de doorlopende vertooningen of vermakelijkheden betreft, mag die aangifte tot herroeping geldig worden gemaakt.

§ 2. — Toegangsbewijzen, kaarten of biljetten houdende aanwijzing der betaalde prijzen moeten voor elke soort van ontvangsten worden uitgereikt.

§ 3. — Iederen dag boekt de inrichter in een register het bedrag per soort, der ontvangsten, alsmede het laatste nummer der toegangsbewijzen, kaarten of biljetten voor elke reeks uitgereikt.

§ 4. — De modellen van de aangifte, van het register en van de toegangsbewijzen, kaarten of biljetten worden door den Minister van Financiën goedgekeurd.

ART. 4.

§ 1. — La taxe est payable le 1^{er} et le 15 de chaque mois, au bureau des contributions du ressort, sur la déclaration de l'organisateur, appuyée éventuellement d'un extrait du registre prescrit à l'article 3.

Toutefois, elle est exigible au moment même où les recettes sont effectuées si les droits du Trésor sont en péril.

§ 2. — L'occupant de l'immeuble, dans lequel sont donnés occasionnellement des spectacles ou divertissements, est responsable du paiement de la taxe.

ART. 5.

L'organisateur et, le cas échéant, l'occupant de l'immeuble où le spectacle ou divertissement est donné sont tenus de laisser pénétrer dans l'établissement les agents de la surveillance; l'organisateur est tenu, en outre, de leur représenter le registre prescrit par l'article 3, ainsi que les tickets, cartes ou billets en sa possession et de leur permettre de contrôler son encaisse au cours du spectacle ou du divertissement.

Le Gouvernement est autorisé à prendre, par arrêté royal, d'autres mesures de contrôle.

ART. 6.

En cas de fraude ou d'omission soit dans le registre ou dans les tickets, cartes ou billets visés à l'article 3, soit dans les déclarations prescrites, la taxe éludée est quintuplée; au besoin, elle est établie d'office à raison des recettes présumées.

ART. 4.

§ 1. — De taxe is den 1^{en} en den 15ⁿ van iedere maand te betalen, ten kantore der belastingen van het gebied, op aangifte van den inrichter, desvoorkomend gestaafd door een uittreksel uit het bij artikel 3 voorgeschreven register.

Nochtans is zij invorderbaar op het oogenblik zelf dat de ontvangsten worden gedaan wanneer de rechten der Schatkist gevaar loopen.

§ 2. — De gebruiker van het gebouw waarin toevallig vertooningen of vermakelijkheden worden gegeven, is aansprakelijk voor de betaling der taxe.

ART. 5.

De inrichter en, bij voorkomend geval, de gebruiker van het gebouw waarin de vertooning of de vermakelijkheid wordt gegeven, zijn gehouden de agenten van het toezicht in de inrichting binnen te laten; de inrichter is, daarenboven, gehouden hun het bij artikel 3 voorgeschreven register te vertoonen, alsmede de in zijn bezit zijnde toegangsbewijzen, kaarten of biljetten, en hun toe te laten zijn kasvoorraad tijdens de vertooning of de vermakelijkheid na te gaan.

De Regeering is gemachtigd om, bij koninklijk besluit, andere maatregelen van toezicht te nemen.

ART. 6.

Bij bedrog of weglating, hetzij in het register of in de toegangsbewijzen, kaarten of biljetten onder artikel 3 bedoeld hetzij in de voorgeschreven aangiften, wordt het vijfvoudig bedrag der ontdoken taxe gevorderd; desnoods wordt zij van ambtswege naar

Tout refus de visite et toute contravention aux mesures de contrôle sont punis d'une amende de 50 à 2,000 fr.

ART. 7.

Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions qui précèdent, les articles 56, 59 (§ 2), 60 à 69 et 71 à 78 de la loi du 29 octobre 1919, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global, sont applicables à la taxe établie par la présente loi.

ART. 8.

§ 1. — Un dixième de la taxe est attribué à la province et trois dixièmes à la commune.

§ 2. — Il ne peut être établi des additionnels provinciaux ou communaux à ladite taxe, ni d'autres impositions provinciales ou communales, sur les spectacles ou divertissements publics. Celles qui existent actuellement sont abolies.

Toutefois, les provinces et les communes peuvent être autorisées à percevoir des taxes à charge des organisateurs soit de bals, soit de spectacles ou divertissements au cours desquels sont débitées des boissons.

ART. 9.

Sauf pour les cotisations afférentes aux spectacles ou divertissements donnés avant la mise à exécution de la présente loi, sont abrogées la loi du

de vermoede ontvangsten vastgesteld.

Elke weigering van onderzoek en elke overtreding der maatregelen tot toezicht worden gestraft met eene boete van 50 tot 2,000 frank.

ART. 7.

Voor zooveel daarvan door de bovenstaande bepalingen niet wordt afgeweken, zijn de artikelen 56, 59 (§ 2), 60 tot 69 en 71 tot 78 der wet van 29 October 1919, houdende vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen, van toepassing op de bij deze wet gevestigde taxe.

ART. 8.

§ 1. — Een tiende der taxe wordt toegekend aan de provincie en drie tienden aan de gemeente.

§ 2. — Geen provincie- of gemeente-opcentiemen mogen op gemelde taxe worden gevestigd, noch andere provincie- of gemeentebelastingen op de openbare vertooningen of vermakelijkheden. Diegene welke thans bestaan worden opgeheven.

Nochtans mogen de provinciën en de gemeenten gemachtigd worden bijzondere taxes te heffen ten laste der inrichters, 't zij van bals, 't zij van vertooningen of vermakelijkheden gedurende dewelke drank wordt gesleten.

ART. 9.

Behoudens voor de aanslagen in verband met de vertooningen of vermakelijkheden gegeven vóór het ten uitvoer brengen dezer wet, worden

3 septembre 1913 établissant une taxe sur les spectacles cinématographiques, ainsi que les autres dispositions relatives à la taxe actuelle sur les spectacles ou divertissements publics et notamment le § 2 de l'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1919.

ART. 10.

La présente loi est exécutoire à partir du 1^{er} du mois qui suit sa publication.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1920.

afgeschaft, de wet van 3 September 1913 houdende vestiging eener taxe op de kinemavertooningen, alsmede de andere voorschriften betreffende de huidige taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden en namelijk § 2 van artikel 1 der wet van 24 October 1919.

ART. 10.

Deze wet is uitvoerbaar van den 1ⁿ der maand af welke op hare bekendmaking volgt.

Gegeven te Brussel, den 13ⁿ Januari 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JANUARI 1920.

Wetsontwerp

betreffende de bijzondere taxe op de openbare vertooningen
of vermakelijkheden.

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

Onder de nieuwe middelen die van het land werden geleverd ter gelegenheid der krijgsherinrichting van 1913, kwam namelijk de taxe voor op de kinemavertooningen, welke ingevoerd werd op grond van het uitzonderlijk succes dezer vertooningen.

Die taxe werd bij de wet van 3 September 1913 bepaald op een klimmend percent van het bedrag der ontvangsten; bovendien werden de provinciën en de gemeenten gemachtigd opcentiemen te stellen, mogende onderscheidenlijk 25 en 75 t. h. van de taxe bereiken.

Tijdens de bezetting, wijl het meerendeel der Belgen hunne dooden beweenden, onder de vijandelijke verdrukking leden en van hunne nooddrift nog spaarden om de talrijke werken van maatschappelijke solidariteit te steunen, welke onder de edelste uitingen van naastenliefde zullen tellen, besteedden sommigen een aanzienlijk gedeelte hunner inkomsten aan soms hoogst gemeene genoegens, zooals hondenwedrennen en andere vertooningen van dien aard.

Deze pijnlijke toestand die de vaderlansche harten griefde, deed het denkbeeld opvatten der toepassing van bedoelde taxe op alle openbare vertooningen en vermakelijkheden, zoodra uitgemaakt was dat het tot stand brengen van middelen onvermijdbaar was om de werking der staatsdiensten te verzekeren.

Te dier gelegenheid werd de taxe gesteld op 10 % van het ruw bedrag der ontvangsten van welken aard ook, behoudens aftrekking der aan menschevriende werken afgestane sommen. Evenwel werd de taxe onderscheidenlijk op vier, zes of acht frank daags bepaald, wanneer de tijdens de

helst eener maand gedane ontvangsten gemiddeld minder bedroegen dan zestig, tachtig of honderd frank per dag van vertooning of van vermakelijkheid. Werden vrijgesteld de inrichters wier ontvangsten veertig frank daags niet bereikten.

Ten einde de provinciën en de gemeenten vrij te stellen van de verplichting om van de bezettende macht het stellen van opcentiemen op de aldus algemeen gemaakte taxe te moeten verzoeken, werd haar van ambtswege onderscheidenlijk een achtste en drie achtsten der taxe toegekend, hetgeen overeenstemde met de 28 en 75 t. h. opcentiemen als maximum door den wetgever van 1913 bepaald.

De heffingen in dien zin gedaan, krachtens de voorschriften van het besluit van 23 April 1916, geldig gemaakt en gedurende het jaar 1919 en het eerste trimester van 1920 van toepassing verklaard zijnde (artikel 2 der financiënovergangswet van 28 December 1918, artikel 1 der begrootingswet van 24 October laatstleden en art. 2 der wet van 31 December daaropvolgende), wordt de taxe nog overeenkomstig deze schikkingen geheven.

Het nationaal gevoel vergt dat dit laatste fiscaal overblijfsel der vijandelijke bezetting verdwijne. Nochtans kan er geen sprake zijn van het opheffen eener taxe die zonder bezwaar sedert ongeveer vier jaar wordt toegepast en waaraan het publiek gewend is. De maatregel zou te minder gepast zijn daar de Schatkist dringende behoeften heeft. Overigens treft de taxe, in andere landen, insgelijks alle vertooningen en is hare opbrengst veel hooger dan in België; aldus brengt zij in Engeland 112 miljoen frank op terwijl ze hier slechts ongeveer twee en half miljoen oplevert.

De waardevermindering van het geld; anderdeels de steeds toenemende toeloop verwekt door de « kinema's » welke betrekkelijk weinig kosten hebben, vergeleken met schouwburgen; ten slotte de talrijke verscheidenheid der bijzondere inrichtingen voor dans en andere aantrekkelijkheden, waar dure consummaties, veeleer dan de toegangsprijs, het kenmerk zijn eener vermogende cliëntelee wettigen het verhoogen der taxe.

Deze verschillende beschouwingen gaven het ontwerp van wet in, dat ik, ingevolge 's Konings bevelen, de eer heb aan de Wetgeving te onderwerpen; dit ontwerp is eene samenordering van de terzake geldende bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel één stelt het beginsel van het verschuldigd zijn der taxe en bevestigt hare toepassing op al de openbare vertooningen of vermakelijkheden. Deze uitdrukking dient in den meest uitgebreiden zin te worden opgevat; zij is namelijk van toepassing in kinema's, diorama's, panorama's, phonografen, orchestrions, mechanische piano's, wasmusea, tentoonestellingen, wedstrijden, matches, wedrennen of spelen van allen aard, alsmede op vertooningen, concerten, aantrekkelijkheden, bals, spelen en andere vermakelijkheden ingericht in schouwburgen, music-halls, casino's, circussen, voorinrichtingen, dranksluiterijen, spijshuizen of alle andere plaatsen tot openbare bijeenkomst.

In beginsel is de taxe verschuldigd door elken inrichter van hoegenaamd welke openbare vertooning of vermakelijkheid; het doet er niets toe dat deze in een gesloten lokaal of in open lucht worde gegeven, mits zij aanleiding geve tot eene ontvangst, grondslag der taxe. De belasting is dus niet van toepassing op de private vertooningen of vermakelijkheden ingericht door particulieren of door kringen of maatschappijen tot vermaak — zelfs dan wanneer de leden een jaarlijksche of andere bijdrage zouden betalen om een zeker aantal vertooningen te genieten — indien de vertooningen of ontspanningen uitsluitend ten behoeve der leden zijn of kosteloos voor de genoodigden; daarentegen zou het betalen van een toegangsrecht in zich sluiten dat die vertooningen of ontspanningen voor het publiek toegankelijk zijn en zou zulks de taxe invorderbaar maken.

Dit onderscheid dient insgelijks te worden gemaakt voor de vertooningen of vermakelijkheden ten privaten titel aangeboden in colleges, kostscholen, patronaten of andere soortgelijke inrichtingen.

De taxe is gegrond op het ruw bedrag der ontvangsten van allen aard. Zooals de heer de Liedekerke, verslaggever der Middenafdeeling (1) in 1913 deed opmerken, begripen de ontvangsten :

- 1^o De toegangsbijsjetten in den ruimsten zin;
- 2^o De klaarblijkelijke vermeerdering der consummaties;
- 3^o De verkoop van programma's;
- 4^o Elke andere soort van rechtstreeksche of onrechtstreeksche ontvangst welke door de vernultigheid des inrichters kan uitgevonden worden.

Aldus zal het begrip der belastbare ontvangsten nog zijn. Evenwel is, wat n^o 2 hierboven betreft, eene wijziging vereischt. De vaststelling der klaarblijkelijke *vermeerdering* van den prijs der consummaties, 't is te zeggen van het verschil tusschen de gevorderde prijzen en de *normale* prijzen in gewone slijterijen, brengt inderdaad vaak verwikkelingen en geschillen mede.

Om aan deze bezwaren paal en perk te stellen, begrijpt artikel één van het ontwerp, onder de aan de belasting onderhevige ontvangsten, de *algeheele opbrengst* van den verkoop der consummaties (drank, eetwaren, tabak en andere hoegenaamd welke verstrekkingen) in de lokalen zelf waarin de vertooningen of vermakelijkheden worden gegeven. Dergelijk stelsel is in Frankrijk in zwang.

De taxe zal van het bedrag der ontvangsten afgetrokken worden om het verhaal daarvan op het publiek te vergemakkelijken : over 't algemeen zal zij dus tegen het percent van 15 slechts op 100/115 der ontvangsten gegrond zijn. Voorbeeld : 1,150 frank zullen belast worden tot een bedrag van 1,000 frank, de taxe 150 frank beloopende. Met andere woorden, de toegangsbewijzen van fr. 1.15 zullen slechts door eene belasting van 15 centiem op 1 frank getroffen worden.

Om de reeds uiteengezette redenen zal het percent der taxe 20 zijn wat

(1) Vergadering van 30 Juli 1913, parl. bescheiden, n^o 343,

betreft de vertooningen of vermakelijkheden welke, zelfs te bijkomenden titel, kinematographische lichtbeelden begripen, en 25, wanneer daarbij danspartijen gehouden worden. In die gevallen zal de taxe, wegens hare aftrekking, slechts de 100/120 of de 100/125 der ontvangsten treffen.

ART. 2.

§ 1 van artikel 2 bevestigt de vrijstelling van taxe wanneer de ontvangsten beneden 50 frank per dag zijn.

Wat § 2 betreft, zij herhaalt § 2 van artikel 1 der begrootingswet van 24 October laatstleden, welke aan den Minister van Financiën toelaat kwijtschelding of matiging der taxe te verleen en aan ondernemingen met een doel van menschlievendheid, kunst, letterkunde of openbaar nut.

ART. 3.

Deze schikking is eene aanvulling van artikel 3 der wet van 3 September 1913 dat tot geen toepassingsbezwaar aanleiding heeft gegeven.

Nochtans om het toezicht degelijker te verzekeren en bedrog te vermijden, wordt voorgesteld eene aangifte te vorderen vóór elke openbare vertooning of vermakelijkheid en nadrukkelijk het afgeven voor te schrijven van toegangsbewijzen, kaarten of biljetten voor elke soort van ontvangsten.

ART. 4.

De betaling der taxe in dier voege te regelen dat de rechten der Schatkist zooveel mogelijk worden gevrijwaard, dit is het doel van § 1 van art. 4.

De aansprakelijkheid des gebruikers, bij § 2 van dit artikel voorgeschreven, is noodzakelijk om de invordering der belasting te verzekeren; namelijk wanneer het vertooningen of vermakelijkheden geldt, ingericht door rondreizende gezelschappen.

ART. 5.

De in deze bepaling opgenomen maatregelen tot toezicht en contróle zijn diegene voorgeschreven bij art. 7 der wet van 3 September 1913. Men bepaalde zich er toe bovendien contróle van den kasvoorraad tijdens de vertooning of de vermakelijkheid te eischen om, in sommige gevallen, het bedrag van de aan de toepassing der taxe onttrokken ontvangsten te kunnen vaststellen.

ART. 6.

Artikel 6 wijzigd artikel 8 der wet van 3 September 1913 in dier voege dat, in geval van bedrog of weglating, van aard de rechten der Schatkist te benadeelen, de taxe gelijk zal zijn aan vijfmaal de ontdoken belasting, maar geen boete zal verschuldigd zijn. Eene dergelijke bepaling wordt insgelijks in Frankrijk toegepast.

Het maximum der boete wordt van 1,000 op 2,000 frank gebracht om de overtredingen naar de mate harer ernstigheid te kunnen beteugelen, wan-

neer het weigering van toegang of overtreding der maatregelen tot contrôle geldt.

ART. 7.

Voor al wat door het ontwerp niet wordt geregeld, maakt artikel 7 sommige schikkingen der wet van 29 October 1919 van toepassing (aanslag van ambtswege, interesten verschuldigd wegens ten achteren zijn bij betalingen, invorderingen, vervolgingen, bezwaren en verhalen, voorrecht, wettelijke hypotheek en zekerheid, navordering van rechten, percentsloon voor inningskosten der provincie- en gemeenteinkomsten, plichten van bescheidenheid, valsheid en gebruik van valsheid, enz.). Artikel 79 van gemelde wet is reeds in dien zin opgesteld.

ART. 8.

Dit artikel kent aan de provinciën en aan de gemeenten onderscheidenlijk één tiende en drie tienden toe van de opbrengst der taxe, hetgeen, de nieuwe percenten in acht genomen, haar eene toeneming van middelen zal verzekeren.

Daarentegen worden alle andere provincie- of gemeentebelastingen op de openbare vertooningen of vermakelijkheden verboden.

Nochtans zullen, ter bevordering der openbare zedelijkheid, bijzondere aanslagen voort mogen toegelaten worden, ten laste der exploitanten van bals of andere vertooningen of vermakelijkheden gegeven in de lokalen zelf waar consummaties worden verkocht. Maar die taxes zullen desvoorkomend worden vastgesteld rekening houdende met de hierboven voorziene aandeelen.

ART. 9.

Artikel 9 schaft alle bepalingen af die thans van kracht zijn betreffende de taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.

ART. 10.

Dit artikel stelt de toepassing der nieuwe bepalingen vast op 1^{er} der maand volgende op de bekendmaking der wet.

* * *

De taxe op de openbare vertooningen en vermakelijkheden zal voor den Staat evenals voor de provinciën en de gemeenten, de bron zijn van aanzienlijke ontvangsten op de genoegens of het vermaak geheven.

Ook twijfelt de Regeering er niet aan dat de Kamers dit ontwerp een gunstig onthaal zullen verleenen.

De Eerste Minister, Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

PROJET DE LOI

relatif à la taxe spéciale sur les spectacles ou divertissements publics.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

§ 1. — Quiconque organise, habituellement ou occasionnellement, des spectacles ou divertissements publics est assujéti à une taxe spéciale de quinze pour cent sur le montant brut des recettes quelconques, y compris notamment le produit intégral de la vente des consommations.

Seule, ladite taxe est défalquée pour établir le montant des recettes imposables.

§ 2. — Le taux de la taxe est fixé à vingt pour cent en ce qui concerne les spectacles ou divertissements comportant, même à titre accessoire, des projections cinématographiques à

ONTWERP VAN WET

betreffende de bijzondere taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen Naam door Onzen Minister van Financiën aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

EERSTE ARTIKEL.

§ 1. — Alwie doorgaans of toevallig openbare vertooningen of vermakelijkheden inricht, is onderworpen aan eene bijzondere taxe van vijftien ten honderd op het ruw bedrag der ontvangsten van welken aard ook, met inbegrip namelijk van de algeheele opbrengst van den verkoop der consummaties.

Enkel wordt gemelde taxe afgetrokken om het bedrag der belastbare ontvangsten vast te stellen.

§ 2. — Het percent der taxe wordt op twintig ten honderd vastgesteld wat betreft de vertooningen of vermakelijkheden welke, zelfs ten bijkomenden titel, kinematographische lichtbeelden

vingt-cinq pour cent, s'ils comprennent des parties de danse.

ART. 2.

§ 1. — Aucune taxe n'est due pour les jours où le montant des recettes est inférieur à cinquante francs.

§ 2. — Remise ou modération de la taxe peut être accordée par le Ministre des Finances si l'organisateur établit que le produit des recettes, sous la seule déduction des frais normaux, a été versé à des œuvres philanthropiques ou d'un caractère artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique.

ART. 3.

§ 1. — L'organisateur des spectacles ou divertissements publics doit en faire la déclaration au receveur des contributions du ressort l'avant-veille au plus tard; en ce qui concerne les spectacles ou divertissements permanents, cette déclaration peut être rendue valable jusqu'à révocation.

§ 2. — Des tickets, cartes ou billets indiquant les prix payés doivent être délivrés pour chaque catégorie de recettes.

§ 3. — Journallement l'organisateur inscrit dans un registre le montant des recettes par catégorie et le dernier numéro des tickets, cartes ou billets délivrés pour chaque série.

§ 4. — Les modèles de la déclaration, du registre et des tickets, cartes ou billets sont approuvés par le Ministre des Finances.

begrijpen en op vijf-en-twintig ten honderd wanneer daarbij danspartijen gehouden worden.

ART. 2.

§ 1. — Geen taxe is verschuldigd voor de dagen waarop het bedrag der ontvangsten beneden vijftig frank is.

§ 2. — Kwijtschelding of matiging der taxe mag door den Minister van Financiën verleend worden als de inrichter bewijst, dat de opbrengst der ontvangst, onder aftrek enkel der normale onkosten, gestort werd aan menschlievende werken of werken hebbende een karakter van kunst, letterkunde, wetenschap of openbaar nut.

ART. 3.

§ 1. — De inrichter van openbare vertooningen of gemakelijkheden moet den ontvanger der belastingen van het gebied aangifte daarvan doen uiterlijk den vóórlaatsteden dag, wat de doorlopende vertooningen of gemakelijkheden betreft, mag die aangifte tot herroeping geldig worden gemaakt.

§ 2. — Toegangsbewijzen, kaarten of biljetten houdende aanwijzing der betaalde prijzen moeten voor elke soort van ontvangsten worden uitgereikt.

§ 3. — Iederen dag boekt de inrichter in een register het bedrag per soort, der ontvangsten, alsmede het laatste nummer der toegangsbewijzen, kaarten of biljetten voor elke reeks uitgereikt.

§ 4. — De modellen van de aangifte, van het register en van de toegangsbewijzen, kaarten of biljetten worden door den Minister van Financiën goedgekeurd.

ART. 4.

§ 1. — La taxe est payable le 1^{er} et le 15 de chaque mois, au bureau des contributions du ressort, sur la déclaration de l'organisateur, appuyée éventuellement d'un extrait du registre prescrit à l'article 3.

Toutefois, elle est exigible au moment même où les recettes sont effectuées si les droits du Trésor sont en péril.

§ 2. — L'occupant de l'immeuble, dans lequel sont donnés occasionnellement des spectacles ou divertissements, est responsable du paiement de la taxe.

ART. 5.

L'organisateur et, le cas échéant, l'occupant de l'immeuble où le spectacle ou divertissement est donné sont tenus de laisser pénétrer dans l'établissement les agents de la surveillance; l'organisateur est tenu, en outre, de leur représenter le registre prescrit par l'article 3, ainsi que les tickets, cartes ou billets en sa possession et de leur permettre de contrôler son encaisse au cours du spectacle ou du divertissement.

Le Gouvernement est autorisé à prendre, par arrêté royal, d'autres mesures de contrôle.

ART. 6.

En cas de fraude ou d'omission soit dans le registre ou dans les tickets, cartes ou billets visés à l'article 3, soit dans les déclarations prescrites, la taxe éludée est quintuplée; au besoin, elle est établie d'office à raison des recettes présumées.

ART. 4.

§ 1. — De taxe is den 1^{en} en den 15^{en} van iedere maand te betalen, ten kantore der belastingen van het gebied, op aangifte van den inrichter, desvoorkomend gestaafd door een uittreksel uit het bij artikel 3 voorgeschreven register.

Nochtans is zij invorderbaar op het oogenblik zelf dat de ontvangsten worden gedaan wanneer de rechten der Schatkist gevaar loopen.

§ 2. — De gebruiker van het gebouw waarin toevallig vertooningen of vermakelijkheden worden gegeven, is aansprakelijk voor de betaling der taxe.

ART. 5.

De inrichter en, bij voorkomend geval, de gebruiker van het gebouw waarin de vertooning of de vermakelijkheid wordt gegeven, zijn gehouden de agenten van het toezicht in de inrichting binnen te laten; de inrichter is, daarenboven, gehouden hun het bij artikel 3 voorgeschreven register te vertoonen, alsmede de in zijn bezit zijnde toegangsbewijzen, kaarten of biljetten, en hun toe te laten zijn kasvoorraad tijdens de vertooning of de vermakelijkheid na te gaan.

De Regeering is gemachtigd om, bij koninklijk besluit, andere maatregelen van toezicht te nemen.

ART. 6.

Bij bedrog of weglating, hetzij in het register of in de toegangsbewijzen, kaarten of biljetten onder artikel 3 bedoeld hetzij in de voorgeschreven aangiften, wordt het vijfvoudig bedrag der ontdoken taxe gevorderd; desnoods wordt zij van ambtswege naar

Tout refus de visite et toute contravention aux mesures de contrôle sont punis d'une amende de 50 à 2,000 fr.

ART. 7.

Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions qui précèdent, les articles 56, 59 (§ 2). 60 à 69 et 71 à 78 de la loi du 29 octobre 1919, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global, sont applicables à la taxe établie par la présente loi.

ART. 8.

§ 1. — Un dixième de la taxe est attribué à la province et trois dixièmes à la commune.

§ 2. — Il ne peut être établi des additionnels provinciaux ou communaux à ladite taxe, ni d'autres impositions provinciales ou communales, sur les spectacles ou divertissements publics. Celles qui existent actuellement sont abolies.

Toutefois, les provinces et les communes peuvent être autorisées à percevoir des taxes à charge des organisateurs soit de bals, soit de spectacles ou divertissements au cours desquels sont débitées des boissons.

ART. 9.

Sauf pour les cotisations afférentes aux spectacles ou divertissements donnés avant la mise à exécution de la présente loi, sont abrogées la loi du

de vermoede ontvangsten vastgesteld.

Elke weigering van onderzoek en elke overtreding der maatregelen tot toezicht worden gestraft met eene boete van 50 tot 2,000 frank.

ART. 7.

Voor zooveel daarvan door de bovenstaande bepalingen niet wordt afgeweken, zijn de artikelen 56, 59 (§ 2). 60 tot 69 en 71 tot 78 der wet van 29 October 1919, houdende vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen, van toepassing op de bij deze wet gevestigde taxe.

ART. 8.

§ 1. — Een tiende der taxe wordt toegekend aan de provincie en drie tienden aan de gemeente.

§ 2. — Geen provincie- of gemeenteprecentiemen mogen op gemelde taxe worden gevestigd, noch andere provincie- of gemeentebelastingen op de openbare vertooningen of vermakelijkheden. Diegene welke thans bestaan worden opgeheven.

Nochtans mogen de provinciën en de gemeenten gemachtigd worden bijzondere taxes te heffen ten laste der inrichters, 't zij van bals, 't zij van vertooningen of vermakelijkheden gedurende dewelke drank wordt gesleten.

ART. 9.

Behoudens voor de aanslagen in verband met de vertooningen of vermakelijkheden gegeven vóór het ten uitvoer brengen dezer wet, worden

3 septembre 1913 établissant une taxe sur les spectacles cinématographiques, ainsi que les autres dispositions relatives à la taxe actuelle sur les spectacles ou divertissements publics et notamment le § 2 de l'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1919.

ART. 10.

La présente loi est exécutoire à partir du 1^{er} du mois qui suit sa publication.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1920.

afgeschaft, de wet van 3 September 1913 houdende vestiging eener taxe op de kinemavertooningen, alsmede de andere voorschriften betreffende de huidige taxe op de openbare vertooningen of gemakkelikheden en namelijk § 2 van artikel 1 der wet van 24 October 1919.

ART. 10.

Deze wet is uitvoerbaar van den 1ⁿ der maand af welke op hare bekendmaking volgt.

Gegeven te Brussel, den 13ⁿ Januari 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX

